



HAL
open science

Mémoires malheureuses de l'industrie à l'âge écologique

François Jarrige, Thomas Le Roux

► **To cite this version:**

François Jarrige, Thomas Le Roux. Mémoires malheureuses de l'industrie à l'âge écologique. 303 : arts, recherches et créations, 2021, 165, pp.240-247. hal-03503608

HAL Id: hal-03503608

<https://hal.science/hal-03503608v1>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mémoires malheureuses : l'industrie à l'âge écologique

François Jarrige et Thomas Le Roux

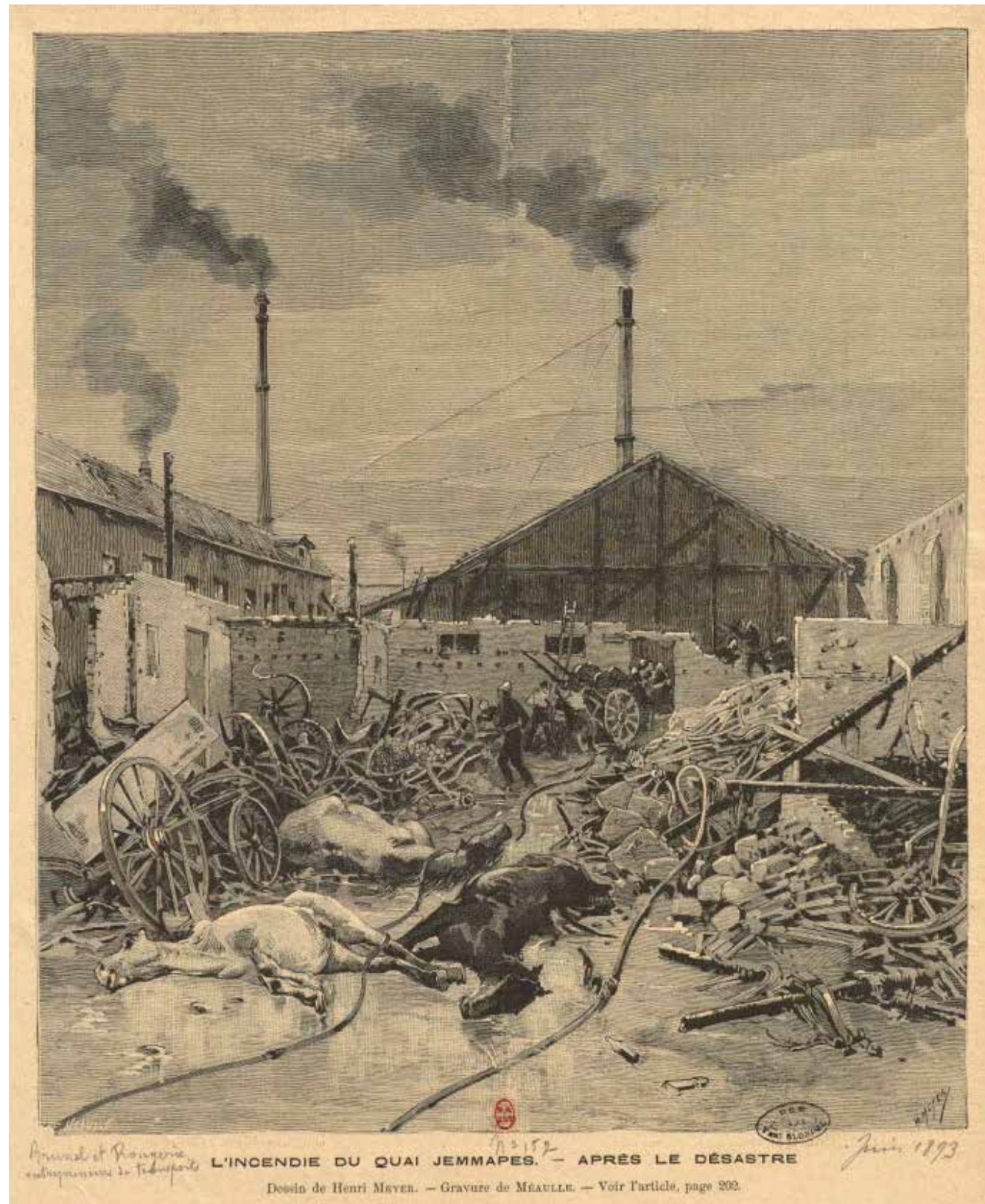
À l'âge des crises sociales et environnementales, la mémoire de l'industrie doit s'adapter, abandonner la célébration de la puissance et des innovations pour retrouver la pluralité des chemins et des expériences passées.

La mémoire du phénomène industriel a subi de nombreuses vicissitudes, se recomposant à chaque phase de réajustement économique. Prise dans l'urgence sociale et économique provoquée par la désindustrialisation, d'abord en Grande-Bretagne, dans les années 1960, puis sur le continent européen, l'*archéologie industrielle* est fondée pour recenser, sauvegarder, entretenir et réparer les traces matérielles des ateliers et usines fermés ou abandonnés¹. Ces enquêtes mêlent historiens, militants, anciens ouvriers et associations locales; elles convergent – non sans tensions et de façon très variable selon les lieux – avec les préoccupations des pouvoirs publics, soucieux de panser les plaies de territoires sinistrés par la déliquescence du tissu industriel. La conjonction des démarches a donné naissance au *patrimoine industriel*, qui implique des opérations de reconversion, de mise en valeur économique ou de remédiation culturelle et sociale. Les destructions ont été nombreuses, mais certaines traces des activités industrielles ont fait l'objet de réhabilitations dans des espaces accueillant dorénavant musées, lieux culturels, activités économiques ou balises paysagères².

Depuis les années 2000, le patrimoine industriel est largement récupéré par des opérations de revitalisation territoriale, incluant des discours de résilience et de développement durable – le tout appuyé sur une communication qui n'a rien à envier à celle des entreprises – et des processus de réappropriation culturelle. La mémoire ouvrière fait souvent les frais de ces politiques portées à glorifier les « monuments », les « cathédrales industrielles » et leur épopée, dans un récit héroïque du progrès et de l'émancipation humaine qui ont su surmonter les contraintes naturelles et dépasser les anciennes sociétés agraires. Les bâtiments conservés sont souvent réutilisés comme des coquilles vides de sens et de substance, tels des décors à l'esthétique devenue pittoresque ou grandiose, rendant souvent invisibles les réalités du monde industriel. Au temps des pionniers des années 1970 a succédé celui des héritiers qui, regardant les traces les plus anciennes ou les plus remarquables s'effacer ou être gérées après une rénovation, sont obligés d'inventer de nouvelles formes de patrimoine. Les

1. Maurice Daumas, *L'archéologie industrielle en France*, Paris, Robert Laffont, 1980.

2. Jean-Claude Daumas (dir.), *La mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Besançon, PUF, 2006.



L'incendie de l'entreprise de transport Brunel et Rougerie après le désastre, quai de Jemmapes à Paris, juin 1893. Gravure sur bois, Fortuné Louis Méaulle, fin du XIX^e siècle. © BnF, Paris.

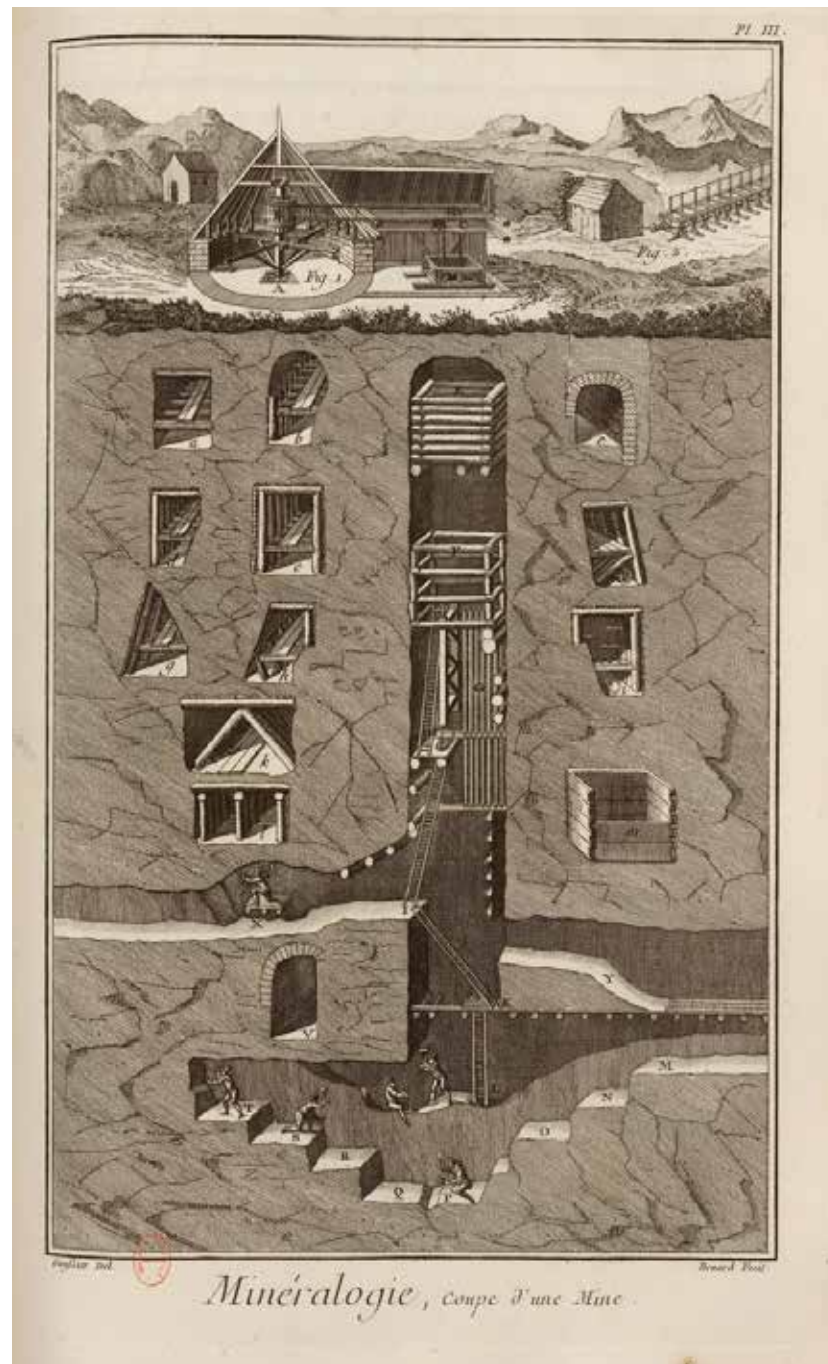


Planche extraite de *L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Denis Diderot et Jean Le Rond d'Alembert, tome VI. © BnF, Paris.

acteurs du patrimoine industriel ne cessent de s'interroger sur le sens qu'ils peuvent donner à leurs actions.

Aujourd'hui, loin d'être post-industriel, notre monde demeure tissé de flux de matières, du travail des hommes, de production de biens manufacturés et de déchets en quantité toujours croissante. L'ancien consensus productiviste se fissure pourtant alors que l'écologie s'impose

dans les imaginaires sociaux. À l'heure où les gouvernements européens en appellent à la relance industrielle, à la relocalisation de la production, à l'invention d'une économie « verte », la question de la mémoire de l'industrie est plus que jamais essentielle. Mais comment sortir de la logique de la promotion patrimoniale pour faire de la mémoire du passé industriel un véritable outil au service d'un avenir plus vivable et moins destructeur ? Deux propositions peuvent se révéler fécondes.

Tout d'abord, la mémoire devrait être plus attentive à la fois à la diversité des trajectoires et des processus historiques et aux logiques sociales, afin d'éviter de réifier le phénomène industriel. Plutôt que de célébrer les usines-monuments ou les hauts fourneaux, une histoire plus attentive au caractère progressif et inégal de l'industrialisation permet de s'intéresser au rôle des petites structures, à l'importance décisive du travail à domicile dans un cadre proto-industriel, ou encore à l'ingéniosité des agencements et à leur permanence (réparation, récupération, bricolage) à chaque stade de la production. Dans ce récit, quelle place accorder, par exemple, aux outils simples, aux techniques peu spectaculaires et aux savoir-faire populaires, nombreux mais dispersés, et rarement célébrés par le patronat et les ingénieurs ? Jusqu'au début du XIX^e siècle, le mot « industrie » renvoyait d'abord au fait de réaliser quelque chose avec application et habileté, avant de s'imposer progressivement avec le sens d'une production lourde, associée aux bassins charbonniers, à l'extraction minière et à la production en série de marchandises standardisées. Il existe depuis longtemps une mémoire de la petite industrie rurale et des anciens métiers, souvent folklorisés et dont le souvenir ne subsiste que sous la forme de traces ténues vouées à disparaître.

Ainsi, les historiens ont redécouvert le dynamisme de l'énergie hydraulique, d'autres se sont passionnés pour les moulins à vent, donnant naissance à des associations œuvrant à la préservation et à la reconstruction de ce petit patrimoine longtemps négligé. La redécouverte des savoir-faire et des techniques anciennes a intéressé les ethnologues plus que les historiens, les écomusées devant – selon Georges-Henri Rivière, le père du musée national des Arts et Traditions populaires – préserver le petit patrimoine et les pratiques populaires inscrits dans un territoire concret, là où le patrimoine industriel s'intéressait davantage aux grandes structures productives. La crise actuelle des deux démarches pourrait être une opportunité pour les rapprocher. Évoquons ainsi le



La friche industrielle de l'ancien lavoir à charbon de la Tronquié à Blaye-les-Mines (Tarn) a connu plusieurs incendies. © Photo Sébastien Berrut.

cas des anciens moteurs à manège utilisant la force animale, dont la mémoire pourrait faire l'objet de réflexions à l'heure des débats sur la condition animale et l'invention d'un mix énergétique plus équilibré et diversifié. En Grande-Bretagne, le pionnier de l'archéologie industrielle, Kenneth Major, raconte comment il a (re)découvert les *animal engines* en 1966 lorsqu'il participait au sauvetage d'un ancien manège utilisé pour pomper l'eau près de chez lui, dans le Berkshire. Au cours des années 1970, il se lance avec l'aide de bénévoles dans un vaste inventaire des outils et machines utilisant la force animale³. En France, de telles enquêtes ont été lancées sur les « manèges » ruraux, ou « granges à battière », équipements où l'on fait tourner un ou deux chevaux pour battre le grain dans un petit bâtiment circulaire ou polygonal, en bois à claire-voie, couvert d'un toit pointu. Restés en usage jusque dans les années 1930 environ, ces manèges ruraux ont ensuite été rapidement éliminés et rendus obsolètes par les moissonneuses-batteuses. « La rapidité avec laquelle ces constructions vont probablement maintenant disparaître », note l'auteur d'un rapport, impose que l'on en garde la mémoire et que des mesures de protection soient adoptées⁴.

Si la redécouverte et la protection de ces petits équipements participent de l'élargissement du champ d'investigation du patrimoine industriel

comme du désir de conserver des traces d'un monde en cours de disparition, la promotion de ces petits moteurs animés s'inscrit aussi dans des visées plus politiques. C'est en effet dans la foulée des années 1960, parallèlement à la montée des enjeux écologiques et des expériences néo-rurales, qu'apparaît le retour de certaines pratiques de travail avec les bêtes, considérées comme moins destructrices des milieux, au moment où beaucoup d'acteurs cherchent à définir ce que seraient des technologies « douces », ou « conviviales », comme les nommait Ivan Illich, afin d'imaginer des trajectoires techniques à petite échelle, décentralisées, sobres en combustibles fossiles, respectueuses de l'environnement et à forte utilisation de main-d'œuvre. En 1982, Joseph Pousset, agronome de formation, publie *Cheval : énergie douce en agriculture*, tandis que l'ethnologue Bernadette Lizet engage ses recherches sur l'utilisation des chevaux de trait et exhume la longue histoire du cheval de travail dans l'Europe industrielle⁵. Ces préoccupations ont toutefois reflué au cours des années 1980.

Il en va de même pour la place accordée à la mémoire ouvrière. Dans la démarche du patrimoine industriel, le travail a, comme ailleurs, bien souvent perdu la bataille face au capital. C'est un choc des cultures comme des valeurs, conflictuel et asymétrique⁶. Or cette mémoire

3. Kenneth Major, *Animal-Powered Engines*, Londres, B. T. Batsford, 1978.

4. Philippe Manneville, « Enquête sur les manèges », *Bulletin de la Commission départementale des antiquités de la Seine-Maritime*, t. XXXII, 1978-1979, p. 151-159.

5. Bernadette Lizet, *Le cheval dans la vie quotidienne : techniques et représentations du cheval de travail dans l'Europe industrielle*, Paris, Berger-Levrault, 1982.

6. Anne-Françoise Garçon, « "L'ouvrier ne fait pas patrimoine..." De la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 36, 2000, p. 48-57.



Utilisation de la traction animale en agriculture. © Photo Jean-Yves Bardin.

devrait pouvoir trouver sa place dans toute opération de patrimoine industriel, et l'animé être autant célébré que l'inanimé. L'apport des ethnographes est alors essentiel pour compléter ce que l'historien et l'archéologue industriel ne parviennent pas à retrouver dans leurs sources, afin de laisser place à la parole ouvrière, à celle des ingénieurs, aux gestes et opérations du quotidien⁷. La Maison de l'Outil et de la Pensée Ouvrière à Troyes montre que des propositions muséographiques originales peuvent se déployer avec pertinence. Il faudrait y ajouter les pathologies au travail – un angle mort du patrimoine industriel, pourtant le monde ouvrier n'a cessé de vivre dans sa chair et son corps l'expérience de l'industrialisation.

Deuxièmement, la crise écologique globale invite à complexifier la mémoire de l'industrie, sans passer sous silence ses revers et ses ravages. Comment évoquer aujourd'hui l'industrie lourde sans rappeler les contestations incessantes suscitées par son essor, ses innombrables pollutions à différentes échelles, les risques et atteintes qu'elle a infligés au corps des travailleurs comme aux êtres vivants, en dépit de dénis permanents⁸? Comment garder vivante la mémoire de ces phénomènes sans cesse invisibilisés par les acteurs dominants, et les historiens après eux? N'y a-t-il pas un antagonisme fondamental entre le patrimoine industriel et ses « monstres⁹ », et l'environnement? En fait, de ces mémoires plurielles et souvent conflictuelles peut émerger une restitution permettant de mieux comprendre l'industrialisation, phénomène historique fait de transformations matérielles, de rapports sociaux et de subordinations. Dans la première somme française sur l'archéologie industrielle, Maurice Daumas rappelle que « le monument

industriel [...] a d'abord paru agresser le paysage qu'il venait peupler. [...] La superposition à un paysage ancien [...] du schéma d'une civilisation industrielle ne peut laisser indifférent l'homme qui la vit et qui déjà peut prendre la mesure de son incidence culturelle. Cette acceptation ne signifie pas négation de l'agressivité, aussi bien des bâtiments et installations usiniers, que de la technologie sans cesse croissante qui les engendre¹⁰. » La brutalité du phénomène industriel ne devrait donc pas être gommée par des rénovations qui privilégient trop l'esthétique et des usages non productifs. Ainsi, comme le souligne Florence Hachez-Leroy dans l'éditorial du numéro de *Patrimoine industriel* consacré à l'industrie chimique, paru en 2016, « il est temps que l'on se saisisse de l'histoire des conflits environnementaux pour les restituer dans le champ du patrimoine, comme on a pu le faire pour l'histoire des entreprises sous l'Occupation. Car il n'y a pas de sujet tabou. » Il s'agit pourtant d'un vœu pieux, car le numéro en question n'aborde véritablement la question que dans les contributions de Xavier Daumalin sur le patrimoine de la soude en Provence et de Patrice Bret sur le patrimoine des poudres et explosifs¹¹. De fait, si les problèmes de réhabilitation butent souvent sur des questions de dépollution, de Corby en Grande-Bretagne à Épinac en Saône-et-Loire, en passant par la plupart des bassins miniers où la conservation des terrils, ces crassiers de déchets, fait débat (pour ne citer que des cas documentés), il n'est plus possible aujourd'hui d'occulter les problématiques environnementales passées des sites que l'on érige en patrimoine¹².

Toute réhabilitation devrait donner autant d'importance aux prouesses architecturales qu'aux



↑ L'incendie de l'usine Lubrizol et des entrepôts de Normandie Logistique à Rouen, 2019. © Photo Marie-Hélène Labat.

→ La raffinerie de Donges. © Photo Franck Tomps.

atteintes à l'environnement provoquées par la production. La tension peut être vive, ainsi de la confrontation entre les partisans du patrimoine hydraulique et ceux de l'application forte de la loi sur la continuité écologique des rivières de 2009. Tout comme les écologues doivent prendre en compte une sédimentation historique forte de liens sociaux et d'enracinement paysager, les promoteurs du patrimoine industriel ne devraient-ils pas reconnaître l'importance de la biodiversité et d'une rivière vivante? D'autres symboles de l'industrie pourraient être plus consensuels car portant moins sur les usages sociaux. Ainsi, la cheminée d'usine peut se parer tour à tour de plusieurs significations: elle est à la fois un symbole de prospérité, dans la vision patronale qui émerge après 1850, et un « trait menaçant », elle est « perçue comme une provocation [...], illustration prétentieuse d'une affirmation constante, celle d'un pouvoir dominateur à la fois de la matière et de l'homme¹³ », ou encore la marque évidente d'une histoire industrielle impossible à comprendre sans tenir compte des pollutions, dont les gaz à effet de serre seront sans aucun doute les acteurs majeurs au XXI^e siècle. Il ne s'agit pas de stigmatiser, de dire que les cheminées sont pour l'environnement ce que sont les statues de Colbert pour l'esclavage, un affront, mais plutôt d'accepter que ce type de trace peut être porteur de plusieurs histoires et mémoires concurrentes, mais nécessaires pour donner du sens au patrimoine¹⁴.

La mémoire et le patrimoine de l'industrie sont toujours modelés par les enjeux du présent et les projections du futur. Il convient dans tous les cas de ne pas oublier que toute patrimonialisation repose sur « la réduction des rapports sociaux et des objets à des symboles ou des images¹⁵ ». C'est pourquoi le patrimoine industriel doit être plus attentif à l'histoire de son environnement humain et physique, afin de ne pas neutraliser les enjeux politiques. À l'heure de la crise écologique devenue incontestable, et des tentations de relance modernisatrice et productiviste, il convient de promouvoir une mémoire plurielle de l'industrie et de ses réalisations, sans tabou ni oubli. Comprendre, ce n'est pas accuser, mais se donner les moyens de changer nos imaginaires.

François Jarrige est maître de conférences à l'université de Bourgogne (LIR3S, UMR-CNRS 7366), membre junior de l'IUF. Il a notamment publié *Au temps des tueuses de bras. Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle* (PUR, 2009); *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences* (La Découverte, 2014) et (avec Th. Le Roux) *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel* (Point Seuil, poche, 2020 [2017]).

Thomas Le Roux est chargé de recherches au CNRS (CRH-EHESS). Il a notamment publié *Le laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1830* (Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'Humanité », 2011); *Les paris de l'industrie, 1750-1920. Paris au risque de l'industrie* (Créaphis, 2013) et (avec Fr. Jarrige), *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel* (Point Seuil, poche, 2020 [2017]).

13. M. Daumas, *op. cit.* note 1, p. 58.

14. Vincent Veschambre, « La cheminée d'usine entre "totem et tabou": effacement versus appropriation d'un symbole du passé industriel », *L'homme et la société*, n° 2014/2, p. 49-68.

15. Laurent Bazin, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière », *L'homme et la société*, n° 2014/2, p. 143-166.

7. Pierre Gaudin, Rémi Calzada et Claire Reverchon, *L'une fume, l'autre pas...*, Royaumont, Éditions Royaumont, 1989.

8. Thomas Le Roux, *Les paris de l'industrie, 1750-1920. Paris au risque de l'industrie*, Grâne, Créaphis, 2013; François Jarrige et Thomas Le Roux, *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2020 [2017].

9. Nicolas Pierrot, « Cathédrales de l'industrie », dans *Île-de-France, un autre patrimoine*, Paris, Lieux-Dits, 2020, p. 192-207.

10. M. Daumas, *op. cit.* note 1, p. 26-27.
11. « Le patrimoine industriel de la chimie », numéro spécial de *Patrimoine industriel*, n° 69, 2006, cit. p. 5.

12. Michel Letté, « Reconversion industrielle et réparation environnementale », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 60, 2012, p. 62-66; Jean-Philippe Passaqui, « Pollution et patrimoine, bras de fer à Épinac », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 49, 2006, p. 90-91; Marina Gasnier, *Le patrimoine industriel au prisme de nouveaux défis - Usages économiques et enjeux environnementaux*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2018.

